

## RWANDA

# L'armée a rapidement repris aux rebelles la ville de Ruhengeri

Jean Hélène

Le Monde, 26 janvier 1991

**A en croire les autorités rwandaises, la prise de la ville de Ruhengeri (le Monde du 24 janvier) par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) n'aura duré que quelques heures. « Les agresseurs ont été refoulés vers l'Ouganda », assurait-on, jeudi 24 janvier à Kigali. Toutefois, selon des diplomates, la chasse aux maquisards se poursuivrait dans la région, près de Gisenyi fief du président Habyarimana et de Ruhengeri, à quelques kilomètres du Parc national des volcans, sur la frontière.**

NAIROBI de notre correspondant.

En investissant brièvement la troisième ville du pays, les assaillants au nombre de deux cents environ, selon des sources gouvernementales ont rempli un de leurs principaux objectifs : ouvrir la prison de la ville et libérer leurs partisans, ainsi que les auteurs d'une tentative de coup d'Etat en 1980 dont le fameux Major Lizindé. Les étrangers, évacués dans la soirée du 23 janvier par les soldats français, ont rejoint la capitale en attendant que l'armée rwandaise « *normalise* » la situation à Ruhengeri, où le couvre-feu

a été imposé. Soixante-trois étrangers dont vingt français ont aussi été évacués, jeudi soir, de Gisenyi, a-t-on appris de source diplomatique.

Une des premières conséquences de ce regain de la guérilla dans le nord est d'ordre économique. La route vers l'Ouganda permettant aux camions rwandais de rallier le Kenya jusqu'au port de Mombasa n'est pas prête de retrouver son fonctionnement normal. Le passage par la Tanzanie s'avère beaucoup plus difficile et coûteux. Or le Rwanda, enclavé et surpeuplé, souffre déjà d'une crise économique très grave, marquée par la chute des cours du café. La disette, qui avait touché plusieurs régions en 1990, risque fort de resurgir cette année.

Ce réveil de la guérilla aura aussi des conséquences politiques, au sein même du parti unique, le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND). Les plus extrémistes, farouchement opposés à un retour des exilés d'origine tutsie, ne se font pas faute de rappeler à la population, en majorité hutue, les « *affres de la domination des Tutsis* » d'avant la « *révolution sociale* » de 1959.

Selon des diplomates en poste à Ki-

gali, des publications violemment racistes circulent librement dans la capitale, qui visent à mettre en difficulté le président Habyarimana. Pour le gouvernement, le FPR chercherait aujourd'hui à « *délibérément saboter* » la conférence régionale sur les réfugiés, censée se réunir courant février. Menacé par les rebelles qui affichent leur volonté de renverser son régime, mais aussi par l'aile dure du parti (où

s'agitent de nombreux officiers), le président Habyarimana annonçait en novembre dernier qu'il souhaitait organiser, avant le 15 juin 1991, un référendum sur une « *charte* » nationale. L'adoption de cette charte, actuellement en cours d'élaboration, consacrerait l'ouverture au multipartisme et pourrait être suivie d'une révision de la Constitution.